

CAMBODGE NOUVEAU

16 - 31 mars 1996

Politique Economie Finances

2eme année : numero 47

cerf - volant

L'opposition, à quoi ça sert ? Au mieux, à rien : c'est la conviction de beaucoup de Cambodgiens, comme de beaucoup d'Asiatiques.

Du pouvoir central, ils attendent peu, et en tous cas ils n'exigent rien.

Quels qu'aient pu être les efforts de l'APRONUC pour expliquer les merveilleux bienfaits qu'apporte la démocratie, on ne changera pas rapidement les Cambodgiens en critiques, en revendicateurs, en opposants. Pour la plupart, s'opposer, c'est perdre son temps, pire, c'est ramer à l'envers. Et c'est prendre des risques importants.

Du côté du pouvoir non plus, on ne tient pas à une opposition qui prendrait son rôle à coeur, qui aurait du pouvoir, ou de l'influence, on le comprend facilement, et on voit bien comment toute opposition est freinée, contenue, marginalisée.

Le second Premier Ministre disait récemment qu'il accepterait volontiers 100 partis. Est-ce le signe qu'il ne craint plus aucune opposition ? Qu'il préfère 100 partis faibles à deux ou trois puissants ?

Ou encore que la critique, il l'a dans son propre parti ?

Un cerf-volant ne tient en l'air que parce qu'il est retenu par un fil.

L'opposition a le rôle du fil : grâce à lui, grâce à elle, le pouvoir, ou plutôt le pays, peut monter plus haut.

Sans fil, sans opposition, emporté par le vent dominant, il risque de choir.

C.N.

interview

S. E. Son Soubert

Vice-président de l'Assemblée Nationale

Une seule personnalité est vraiment populaire au Cambodge, c'est Sa Majesté le Roi. S'il se présentait, il est sûr que toute la population voterait pour lui. Mais il dit toujours qu'il est trop âgé qu'il veut être le père de tout le monde. Il n'y a guère de chances qu'il revienne sur l'arène politique.

Mais il est prévoyant. Il peut disparaître. Il a parlé de sa santé : un éclatement de veine à cause de l'artériosclérose ; il y a aussi ce diabète. Je l'ai cependant trouvé plus en forme, hier, à son retour de Pékin.

une seule personnalité est vraiment populaire Sa Majesté le Roi

la Reine ? Les Cambodgiens n'y perdraient rien

La Reine pourrait-elle le remplacer ? Ce sont des spéculations. Mais les Cambodgiens n'y perdraient rien. Elle a les qualités pour cela. Elle a beaucoup appris. Comme madame Aquino ou comme Eva Peron. Elle a été formée, elle a peut-être plus d'expérience que bien d'autres. La Constitution ne le prévoit pas ? Elle peut être amendée, comme le dit le bulletin de l'Institut Khmer pour la Démocratie. On l'a déjà fait pour que Samdech Chea Sim signe à la place du Roi en son absence.

On peut prévoir un ajout à l'article 14 pour "adopter" la Reine au nombre des personnalités éligibles au trône.

il faut une opposition

Une opposition serait-elle utile au Cambodge ?

Mais c'est le rôle de l'Assemblée Nationale, qui a le devoir de contrôler les actions du gouvernement, pour créer un équilibre des pouvoirs, pour

le devoir de l'Assemblée : contrôler l'action du gouvernement

éviter un pouvoir totalitaire. La Thaïlande a maintenant une opposition légale, comme la Grande Bretagne, la France ...

L'attitude du gouvernement n'est pas très intelligente. Avec une opposition officielle, on sait ce qu'elle représente. Si on la supprime, elle va dans la clandestinité, c'est plus dangereux pour l'Etat ; il pourrait même y avoir des mécontents qui rejoindraient les Khmers rouges.

Il ne faut pas voir dans les gens qui n'ont pas les mêmes idées que vous des ennemis. C'est une obsession des communistes. Il vaudrait mieux que nos dirigeants se battent à nos frontières, nous avons des problèmes à l'est et à l'ouest, qu'ils écoutent diverses sortes d'opinions et qu'ils canalisent toutes ces forces.

L'incident de Prey Veng avec les Vietnamiens : il ne faut peut-être pas le gonfler, parce que le Cambodge n'est pas encore en mesure de se défendre. Les Vietnamiens le savent bien et peut-être en profitent pour nous pousser à négocier ...

Je ne suis pas d'accord avec

l'idée de faire du 7 janvier une fête officielle. Le 7 janvier a marqué l'invasion du Cambodge par les Vietnamiens.

Les Vietnamiens ont sans doute eu l'intention de riposter aux provocations des Khmers rouges aux frontières, mais ils n'ont pas voulu "délivrer" le Cambodge des Khmers rouges. Jusqu'au dernier moment en 1978, à Genève, à Bangkok, ils les ont soutenus. Ils ont d'ailleurs proposé à mon père Son Sann de marcher à leurs côtés, mais il a

Qu'on ne vienne pas nous dire que les Vietnamiens ont été nos libérateurs

refusé, voyant bien leur dessein. Qu'on ne vienne pas nous dire que les vietnamiens ont été nos libérateurs.

le travail de l'Assemblée

Les projets sont présentés par le gouvernement, souvent à la dernière minute, et c'est presse. La loi pour les médicaments par exemple, on a commencé juste avant les vacances parlementaires, et ce n'est pas encore terminé. Comme les députés sont alors dans leurs circonscriptions, il est très difficile d'avoir des sessions extraordinaires.

Le travail de l'Assemblée ? Mais nous avons déjà adopté plus d'une quarantaine de lois en deux ans, c'est beaucoup !

La loi sur la nationalité, on y travaille au Centre de recherches et

(Suite page 2)

à l'intérieur

interview : S.E. Son Soubert

Crédit rural

Construction, Bâtiment, Travaux Publics

Terrains, propriété, cadastre

pages 1 - 2 - 8

pages 3 - 4

pages 4 - 5 - 6

page 7

(suite de la page 1)

députés. Mais si le gouvernement allait plus vite, nous irions plus vite aussi !

L'Assemblée d'ailleurs présente aussi ses propositions de lois. Mais il faut légalement la présence de représentants du Gouvernement à la Commission. Quand le gouvernement ne veut pas d'une loi, il n'envoie pas de représentant, ou seulement un

les lois sur le Travail la Corruption, les Revenus, attendent depuis deux ans

sous-fifre. Les grands responsables comme M. Sok Anh sont trop occupés. Pourtant quand ils veulent une loi, ils viennent en discuter.

Voilà près de deux ans que les propositions de loi sur le Travail, sur la Corruption, sur la Déclaration des revenus (les revenus des membres du gouvernement comme ceux des membres de l'Assemblée) attendent.

Le gouvernement fait des difficultés pour les propositions de l'Assemblée, et s'étonne ensuite que je le critique ouvertement, par exemple quand j'étais aux Etats-Unis.

Mais c'est mon rôle en tant que membre de l'Assemblée de demander aux amis étrangers qui ont quelque pouvoir de faire pression sur nos dirigeants puisque nous n'avons pas ce pouvoir. Souvent les Cambodgiens écoutent plus les amis étrangers que leurs propres compatriotes. La loi sur la Nationalité est en discussion. C'est un sujet très sérieux, parce qu'il touche même

S. E. SON SOUBERT

à la sécurité de notre pays. A mon avis même la durée de séjour de 5 ans pour que les étrangers puissent solliciter la nationalité cambodgienne est trop court. Nous ne sommes pas dans une situation de stabilité comme en France ou aux Etats-Unis. Même en Thaïlande, certains des Vietnamiens qui ont émigré après Dien Bien Phu n'ont pas encore, 35 ans après, reçu la nationalité thaïlandaise. Les Thaïlandais entourés de pays en évolution, font attention

... Cette loi sur la nationalité sortira certainement à la prochaine session parlementaire, dès avril

la loi sur la Nationalité : peut-être dès le mois d'avril

peut-être, en mai ou juin au plus tard, après la loi sur les médicaments et la pharmacie.

Pourquoi le parti de Sam Rainsy n'est-il pas reconnu par les ministres de l'Intérieur ? A mon avis parce qu'ils attendent des instructions précises à ce sujet. Ils ne veulent pas courir le risque de prendre la décision seuls.

la langue française : la rendre plus accessible

Concernant la langue française, l'Ambassadeur Le Lidec m'a dit qu'il prévoyait une réunion sur la francophonie, à Hanoï en 1997.

Je dis à mes amis français qu'il faudrait peut-être qu'ils perçoivent leur propre langue de façon différente, au lieu d'en faire une

langue de culture, en faire une langue de commerce ou, du moins plus accessible à la population en général. Déjà la grammaire est assez rébarbative. Il ne faut pas des pièces trop difficiles. Molière encore ça va, et Marivaux... La Fontaine ...

la langue française? Il faudrait la rendre moins culturelle, plus accessible

Ou peut-être qu'il faudrait orienter le sens culturel des Français vers par exemple des chansons, la musique, ... des spectacles de cirque ont bien marché en Thaïlande.

Au temps même du Prince Sihanouk, des zélés de la langue khmère avaient voulu khmériser l'enseignement. Et la Princesse Samdech Norodom Kanitha Rasmei Sokhana, à l'Ecole Malika, a été pratiquement la seule à maintenir le français contre vents et marées. Je suis très fier de citer son nom, elle mérite d'être connue.

S.A.R. Samdech Pengpas Yukanthor, fille de la Princesse Samdech Malika Yukanthor aussi, dans une autre école, soutenait le français.

Quand j'étais enfant, on nous apprenait des chansons comme "Il était un petit navire", ou "Il pleut, il pleut bergère", on nous faisait faire des saynètes en français ...

Je dis à mes enfants, plus vous connaissez de langues, mieux c'est ! Nous aimons notre langue, mais quand nous sortons

de notre pays, il faut parler d'autres langues; c'est aussi le moyen de véhiculer notre langue khmère à nos amis.

réconcilier les deux PLDB ?

Concernant le Parti Libéral-Démocratique, Bouddhiste, y a-t-il réconciliation entre les deux PLDB, celui de Son Sann et celui de Ieng Mouly ?

Quand Sa Majesté le Roi est revenu du Laos, en l'attendant, mon père Son Sann a rencontré Samdech Chea Sim, et entre temps Samdech Hun Sen était venu, disant qu'il voudrait aider à la réconciliation.

Mon père s'est alors adressé au Secrétaire général de notre parti, M. Kiet Sokhun, qui revenait d'Australie pour prendre rendez-vous avec lui et voir comment le faire.

Mais entretemps M. Ieng Mouly a déclaré que si nous voulions nous réconcilier avec lui, que notre président et nous-même, nous nous soumettions à lui. Nous avons quand même notre

nous soumettre à M. Ieng Mouly ? Nous avons notre propre dignité

propre dignité. Ce n'est pas un langage de réconciliation. Si on a la volonté d'arranger les choses, on ne dit pas des choses comme ça.

on nous pousse vers l'opposition

Nous ne nous considérons pas comme dans l'opposition parce que nous écoutons la recommandation de Sa Majesté. Il faut une

(Suite page 8)

A PROPOS ...

caoutchouc : ça traîne

L'un des principaux candidats à l'investissement dans l'hévéaculture cambodgienne, la société franco-malaisienne ALDEC, formée de SAFIC-ALCAN et de MARDEC (le ministère des Finances de Malaisie) (C.N. n° 36) "reste toujours extrêmement intéressée par la privatisation de la plantation de Mimot, et espère que les discussions en cours

auront des résultats positifs" nous dit M. Jean-Noël Le Cardinal, membre du directoire de SAFIC-ALCAN, en charge des Commodités, "pour l'intérêt de la société comme pour celui de l'hévéaculture du Cambodge. Cependant, si les discussions n'avaient pas d'issue dans les semaines à venir, ALDEC, qui a commencé à négocier il y a plus d'un an, pourrait abandonner la partie, et investir dans les plantations du Vietnam"

Le "Protocole d'Accord pour la réhabilitation de la filière Hévéaculture" signé le 3 juillet 1995 par le gouvernement cambodgien et la Caisse Française de Développement a été renouvelé pour l'année 1996. Il n'est pas remis en cause pour l'instant. Mais il pourrait n'être pas prolongé pour 1997.

rumeurs.

Le ministre de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche quitterait

prochainement ses fonctions. Il serait remplacé par le Secrétaire d'Etat Chhea Song

ASEAN

Un Secrétariat national de l'ASEAN va être créé au sein du ministère des Affaires Etrangères, pour préparer le Cambodge à sa future adhésion. Cette cellule sera dirigée par Madame You Ay; les deux codirecteurs seront Hem Heng et Hor Sothun.

Prés de 30 Organisations Non Gouvernementales "font" du crédit rural au Cambodge. Ceratines, présentes dans ce domaine depuis des années comme le GRET ont accumulé une bonne expérience. C'est dire que son utilité pour aider le monde paysan est unanimement admise

Les villageois, 85 % de la population, dans leur très grande majorité ne peuvent pas cultiver le riz à la saison sèche : 20 % des terres seulement sont irriguées. Environ 80 % de la population rurale doit donc trouver une autre activité pour faire vivre la famille (en moyenne, 6 personnes par famille) Environ 30 % y parviennent.

Les 70 autres %, sans ressources agricoles, sans activité d'appoint, survivent dans la misère. Les dons, les distributions de riz sont un pis aller. Il faut aider ces familles, grâce à de petits prêts, à "faire autre chose".

Comme aucune banque ne s'intéresse à cette multitude de très petits prêts à des gens qui ne présentent aucune "garantie", on a trouvé un autre système : la garantie mutuelle, par groupes de 4 à 10 personnes. De 10 à 30 groupes forment une caisse villageoise, avec un président, un vice-président et un caissier élus (C.N. n°18).

acheter des engrais, 2 ou 3 petits cochons ...

Les ONG prêtent des petites sommes de l'ordre de 50 000 riels, pour 6 mois le plus souvent, à 5 % ou plus souvent 4 % aujourd'hui. Environ 1 % sert au fonctionnement de la caisse villageoise, 1 % à l'organisation centrale. Restent 2 % qui servent à augmenter le capital de la caisse villageoise, utilisés soit à

Pour développer le monde paysan

LE CREDIT RURAL

Le crédit rural existe au Cambodge depuis plusieurs années. Dans l'ensemble, il ne marche pas mal. Mais il ne couvre encore que 3 % des besoins. Il s'agit maintenant d'amplifier le système, de lui donner une organisation centrale, de le "khmêriser", d'assurer sa pérennité. C'est la tâche du CCRD, Comité du Crédit Rural et Décentralisé, créé au sein du ministère du Développement Rural.

M. Tea Eav Ho, Secrétaire général et directeur de la cellule technique du CCRD, nous explique ce grand projet.

augmenter le montant des prêts, soit le nombre des bénéficiaires. Avec 50 000 riels on peut acheter des engrais, ou encore 1 ou 2 petits cochons. Les prêts peuvent aussi contribuer à l'achat d'une moto-pompe pour pallier le manque d'eau à la saison sèche

C'est très utile, et dans plusieurs domaines

On observe que le crédit rural fait disparaître l'usure, plaie traditionnelle des campagnes cambodgiennes. Des prêts à 20 % étaient courants. Il était fréquent que le paysan, en échange du prêt, s'engage à vendre sa récolte au prêteur à la moitié du prix. Cela existe encore, mais plus rarement.

Le crédit rural contribue aussi à la pacification en démontrant aux khmers rouges "de base" que la vie de paysan est préférable à la vie de maquis. Et le crédit rural change peu à peu les habitudes. Il rétablit des liens entre villageois. La responsabilité collective marche très bien. Le taux de remboursement avoisine 100 %.

Il existe d'ailleurs plusieurs "mécanismes". Par exemple, ACLEDA prête surtout aux commerçants, et les prêts sont un peu plus importants, pouvant même aller, dans certains cas

exceptionnels, jusqu'à 4000 dollars

50 000 familles concernées sur 1,6 million

Cependant ce système, qui est encore expérimental, représente un total de prêts d'un peu plus de 3 millions de dollars au total. Il ne touche encore que 50 000 familles sur 1,6 ou 1,7 million. Il faut l'étendre. Il faudrait que les prêts, qui sont en moyenne de 60 dollars par famille atteignent environ 300 dollars. Et qu'ils touchent beaucoup plus de familles. Si 1,6 million de familles en bénéficiaient, au lieu de 3 millions de dollars les prêts atteindraient 480 millions. On n'est qu'au début d'une très longue entreprise. Il a fallu un siècle en France pour construire le Crédit Agricole.

Non seulement il faut amplifier le système, reconnu comme un moyen majeur de faire évoluer le milieu rural, mais il faut le "pérenniser". Actuellement tout dépend des dons de la communauté internationale, qui fournit aux "opérateurs", ONG tels GRET, ACLEDA, PADEK Belgique, Care Australia, Oxfam Canada, etc ... les fonds qu'ils prêtent. Ces dons et subventions ne seront pas éternels.

alimenter le système par des prêts

Il faut donc remplacer les dons et les subventions de la communauté internationale par des prêts consentis par les grands bailleurs de fonds.

Pour que le système du crédit rural inspire confiance aux grands prêteurs, il doit être sous la responsabilité de l'Etat, et se soumettre à certaines contraintes.

Il faut d'abord un cadre législatif que le gouvernement ait le droit d'accorder des prêts (ce qui n'est pas le cas); que la loi bancaire soit adoptée, qu'une législation spécifique régit le système de crédit rural ...

Il faut que les opérateurs actuels respectent des règles communes. Actuellement, les quelque 30 opérateurs ont des objectifs différents, des approches et des méthodes différentes. Sans vouloir tout rigoureusement unifier, car plusieurs approches et pratiques ont fait leurs preuves il faut que le gouvernement mette de l'ordre et de la cohérence.

introduire ordre et cohérence

On proposera fin mars des règles communes. Elles devront être en application à la fin de 1996. Et il faut enfin des opérateurs sur le terrain, des responsables, des experts. Les ONG en ont formé avec succès: le nombre d'expatriés a beaucoup diminué. Le CCRD a un important programme de formation.

Créé par sous-décret du 8 février 1995, le CCRD travaille à mettre au point cette stratégie à long terme, qui doit donner confiance aux bailleurs de fonds, BAD, BM, PNUD, CFD, Union Européenne, JICA, USAID ... et justifier leurs prêts

(suite page 4)

A PROPOS ...

annotations royales

Parmi les annotations faites à la main par Sa majesté le Roi en marge d'articles de presse, et reproduites dans le *Bulletin Mensuel de Documentation* :

"S.E. Sam Rainsy, "la future star des élections de 1998" (probablement, lui et son parti ne pourront pas y participer)".

"S.E. Sam Rainsy élève S.E. Samdech Hun Sen aux nues et

essaie par là de couler SAR Krom Preah N Ranaridh".

"Les tueries, au Cambodge, sont hélas chose courantes. Il est vrai que notre Constitution de 1993 ablit la peine de mort. Dans ces conditions, certaines personnes "se défoulent" en tuant "hors Constitution".

"La conscription n'est pas acceptable, car cela comporterait des injustices sociales graves : on envoie des jeunes pauvres à la mort tandis que les enfants des

riches et des puissants sont hors d'atteinte"

(dés)asiatisation ?

Une lectrice nous écrit : "Cambodge Nouveau nous explique que "L'Asie s'asiatise". Mais quand on voit à quelle vitesse dans les villes chinoises, vietnamiennes, thaïlandaises, malaisiennes, philippines, etc ... la jeunesse adopte une "culture" internationale très américaine,

faite de coca-cola, de jeans de musique occidentale, et de comportements familiaux à l'opposé des coutumes traditionnelle asiatiques, on pourrait dire que au contraire, l'Asie se "désasiatise" rapidement"

- C'est vrai, la politique et la culture semblent suivre des évolutions contraires : les particularismes politiques augmentent, le nationalisme se renforce, mai

(suite page 4)

CREDIT RURAL

Le CCRD, dont le financement est assuré pour 2 ans grâce à la Caisse Française de Développement, est destiné à devenir le "guichet unique", le coordinateur, l'interface entre le gouvernement, les prêteurs et les opérateurs sur le terrain.

le Forum des 28-30 mars

Un Forum capital, organisé par le CCRD, aura lieu du 28 au 30 mars. Il réunira tous les acteurs concernés, abordera tous les problèmes posés par l'évolution nécessaire du crédit rural : cadre légal et réglementaire, gestion des ressources humaines, problèmes techniques des banques villageoises : sécurité des biens et des personnes, dépôts et transferts de fonds, ...

un certain optimisme

Beaucoup de progrès peuvent être apportés au système actuel, estime M. Tea Eav Ilo :

- avec les mêmes sommes disponibles, on peut prêter beaucoup plus qu'actuellement : au lieu de prêter 100 si on a 100, on peut prêter jusqu'à 10 fois plus;

- le personnel peut être bien mieux rentabilisé, une personne peut s'occuper de 500 membres, au lieu de 100;

- le taux des prêts pourrait descendre au-dessous de 4 % ...

Les bailleurs de fonds semblent bien disposés. L'Union Européenne est jusqu'ici de loin le plus important avec 6,2 millions d'Ecus à consacrer au crédit rural, soit environ 30 millions de dollars. Et la Banque Asiatique de Développement prêtera 20 millions de \$ en 1998.

A PROPOS ...

les traditions culturelles malheureusement s'affaiblissent. Les autorités en Chine, au Vietnam, à Singapour, s'en inquiètent. Au Vietnam la milice populaire participe à la campagne contre la publicité en anglais et d'ordre érotique. Les contrevenants risquent une amende de 5000 dollars. "Il ne s'agit pas d'une campagne xénophobe

Construction, Bâ-

Périodiquement, *Cambodge Nouveau* interroge des chefs d'entreprise sur leur société et sur l'évolution de leur activité. C'est une méthode efficace, pensons-nous, pour avoir une connaissance directe de l'économie du Cambodge.

Dans ce numéro s'expriment des professionnels de la Construction, du Bâtiment, des Travaux Publics.

Khaou Phallaboth
directeur du groupe
Khaou Chuly

Khaou Chuly, l'une des plus anciennes sociétés de construction du Cambodge, est en pleine diversification et forme maintenant un groupe de 7 sociétés, employant environ 400 personnes.

Construction: KC est maintenant l'un des tout premiers constructeurs au Cambodge. *Khaou Chuly MKK Construction* a trois très importants chantiers en cours ou en projet:

- **L'Ecole Internationale** : c'est un très grand projet. Située entre Phnom Penh et l'aéroport, cette véritable ville nouvelle ac-

Une école, un habitat, un centre résidentiel répondant aux normes les plus exigeantes

cueillera sur 60 hectares : une école de 1000 élèves, un centre commercial, 16 buildings d'appartements, 250 villas, un club privé, un hôpital de 60 lits ...

L'école répondra aux normes très exigeantes de la Fédération des Ecoles Internationales. Ses diplômés seront reconnus internationalement. Avec les autres composantes de cet ensemble résidentiel, le Cambodge pourra

répondre aux demandes des familles de diplomates ou hommes d'affaires qui pourraient hésiter à venir s'installer au Cambodge.

Si Phnom Penh était choisie comme siège de la Commission du Mékong, par exemple, il y aurait là une structure d'accueil adéquate pour les résidents étrangers comme pour les Cambodgiens concernés.

C'est un projet d'environ 90 millions de dollars, sur cinq ans. Nous sommes en partenariat avec Finansa (Thaïlande) et Northbridge (Etats-Unis). Le financement est entièrement privé (des banques thaïlandaises notamment). Pour la construction, nous sommes co-contractants avec le japonais Maeda. Le propriétaire du terrain est *Khaou Chuly Land*.

Les travaux de remblaiement ont commencé : pour mettre le terrain hors d'eau, nous avons dû acheter 20 autres hectares et en excaver près d'1 million de m³ de terre. La première phase, avec l'école accueillant 300 jeunes de la maternelle au bac, 4 buildings d'appartements et des villas, devrait être achevée en août 1997.

Le succès dépend de la stabilité politique, de la confiance que le Cambodge inspire aux investisseurs étrangers.

- **L'aéroport de Pochentong** : Khaou Chuly est l'un des principaux contractants de Dumez-

GTM pour ce très important chantier. On réalise actuellement le drainage. On traitera ensuite la piste et le terminal, qui seront achevés pour la fin 1996.

- **le Cambodian-Japanese Memorial Foundation** : dans la province de Takeo, sur 25 hectares, sera réalisée une "zone souvenir" commémorant la contribution des Japonais à l'UNTAC.

Elle comprendra un mausolée japonais, une reproduction d'Angkor Wat à échelle réduite, un stade, une piscine olympique, un centre sportif où pourront s'entraîner les athlètes cambodgiens un lac, des restaurants ... Ce sera donc à la fois un lieu de recueillement, un centre sportif, et un centre d'attraction touristique et culturel.

L'investissement, assuré par des dons et contributions diverses, atteindra plusieurs millions de dollars. Les travaux devraient commencer vers la fin de 1996 et durer 5 à 7 ans.

Un autre chapitre de l'activité de construction : *Khaou Chuly* est partenaire de Dumez dans la *Société de Dragage et de Travaux Hydrauliques (SDTH)*. Pour l'instant, on en est aux études.

Matériaux : une autre idée en matière de construction, dont *KC MKK Production* a la charge, c'est de produire des éléments de construction standardisés, aux normes internationales quant aux dimensions, caractéristiques, qualité : blocs de béton armé, pylones, pipe-lines, buses, etc ... Actuellement au Cambodge on ne respecte pas les normes, il n'y a pas de contrôle de la qualité, et donc pas d'assurances.

Avec le savoir-faire que nous

mais du respect de notre culture" dit le ministre de la culture M. Tran Hoa. Le Premier ministre de Singapour a déclaré: "Il y a des signes alarmants que nos valeurs traditionnelles faiblissent et cela pourrait défaire notre cohésion sociale". (cité par *La lettre du Mékong*).

et les consommateurs ?

Vigoureuse riposte des deux Premiers Ministres au Président des Etats-Unis, après l'inscrip-

tion du Cambodge sur la liste des pays lourdement impliqués dans la production et le trafic de la drogue:

Les Etats-Unis devraient être les premiers sur la liste des pays lourdement impliqués dans la consommation et le trafic de la drogue.

"Le problème de la consommation de drogue aux Etats-Unis et en Europe est beaucoup plus important que celui du trafic et de la production au Cambodge",

écrivent-ils en substance au Président Bill Clinton. "Eliminer la consommation serait le meilleur moyen de lutter contre le trafic". Les Etats-Unis cependant ne diminueront pas leur aide au Cambodge, qu'ils aident à lutter contre le trafic de la drogue.

cher !

Le terrain situé au coin de Monivong et de Preah Sihanouk, où se trouve un cinéma en démolition, a été acheté par

t i m e n t, T r a v a u x P u b l i c s

sommes en train d'acquérir et des produits aux normes de l'ASEAN Khaou Chuly doit pouvoir à moyen terme soumissionner et emporter des contrats à l'étranger.

Immobilier : International Land achète et vend des terrains, fait du leasing. Son activité commence à Phnom Penh, et s'étendra ensuite à Siem Reap et Sihanoukville.

Loisirs : Khaou Chuly Development représente les Piscines Desjoyaux. Il y a quelques réalisations.

Distribution : nous sommes sur le point de former une joint venture avec Connell Bros (Etats-Unis). L'idée : fournir des produits de consommation courante aux magasins, grandes surfaces, restaurants ... C'est la tâche de KC Development, qui a vocation à devenir la société holding du groupe.

Enfin Khaou Chuly étudie avec des partenaires étrangers divers projets d'Agro-industrie dans les domaines de l'hévéaculture, du coton (la filière culture-textile-confection), du tapioca, du soja, du riz, des fruits, noix de cajou, canne à sucre ... C'est du domaine de Khaou Chuly Development.

"La principale difficulté que nous rencontrons, dit M. Khaou Phallaboth, est le recrutement de cadres. Nous manquons de bons ingénieurs, financiers, techniciens, commerciaux ...

Mais au total, je suis assez confiant. Il peut y avoir des soubresauts, des secousses d'ordre politique. Mais l'économie cambodgienne, qui a déjà décollé, va passer très prochainement à la vitesse supérieure".

Philippe Sire
directeur de
Dumez-GTM Cambodge

Concernant l'aéroport de Pochentong, le calendrier est respecté, malgré ce que l'on entend dire parfois. Le montage du financement, qui est compliqué et audacieux, est pratiquement bouclé. On en est à la finalisation.

Les travaux d'amélioration de l'existant vont au rythme prévu : le drainage sera terminé avant la saison des pluies; le parking de voitures est doublé; l'amélioration de la piste et du terminal sera achevée à la fin de l'année. La piste pourra recevoir des Airbus A 300 et des Boeing 767.

fin 1996, l'aéroport de Pochentong pourra recevoir des Airbus A 300 et des Boeing 767

Pendant ce temps d'importantes études sont réalisées : les maquettes du futur terminal seront prochainement présentées aux deux Premiers Ministres. Le sous-sol de la piste est maintenant bien connu grâce à des auscultations profondes. Les études du futur grand terminal et de la future piste, qui recevra des Airbus 300 et des 747, sont en avance sur le calendrier.

La réalisation de cette deuxième tranche de travaux dépendra de la demande : de l'évolution des arrivées de visiteurs-touristes et

hommes d'affaires. Si la décision est prise prochainement, avec les 3 ans de travaux nécessaires, ce nouvel aéroport pourrait être achevé en mars 1999.

Hôpital Calmette : premier chantier de Dumez-GTM au Cambodge, les blocs opératoires seront terminés et livrés en avril. Ce sera un "beau produit".

Concernant le Dragage et l'Hydraulique, on en est aux études de projets précis. On attend en particulier les études et la décision du Comité du Mékong pour le dragage des Quatre Bras : il s'agit de stabiliser les rives, de contrer l'ensablement. Il y a énormément à faire au Cambodge dans ces domaines.

Hôtellerie : nous avons réalisé pour le singapourien Raiffes, à sa demande, avec LBL, des études poussées concernant l'Hotel Royal à Phnom Penh et le Grand Hotel à Siem Reap. Nous n'avons pas apprécié que finalement les contrats aillent à des sociétés singapouriennes : même déconvenue que pour la brasserie Tiger, où nous étions pourtant moins chers de 40 %. D'une certaine façon, dans les deux cas, il y a eu vol de production intellectuelle.

Projets : restent naturellement beaucoup de projets à réaliser au Cambodge, infrastructures, hôtels etc ... Nous attendons des chantiers pour APSARA à Siem Reap, de grandes infrastructures comme le pont sur le Mékong, le port de Sihanoukville, des routes, de l'hydraulique, des barrages, ...

Dumez-GTM compte actuellement une trentaine de collaborateurs, Français et Cam-

bodgiens. L'entreprise travaille avec de nombreux sous-traitants, grands et petits : Khaou Tchuly, JMK, LBL International, Comintech, Pisonka, Camyang ... représentant au total au moins 300 emplois.

"Je fais observer, nous dit Philippe Sire, que nous dépendons effectivement des sommes importantes. Est-ce que tous les investisseurs agréés par le C'DC peuvent en dire autant ?"

Mademoiselle Lay Hien
Groupe Lay

Les grandes "barres" du "front de Bassac" de 700m de long que nous reconstruisons (C'N n°) ne seront sans doute pas terminées, par "tranches" successives, avant deux ans. Il faut suivre le marché, et il y a actuellement peu de clients. Nous comptons achever une première "tranche" dans six mois ou un an, en commençant par la partie nord, où nous ferons

les immeubles du "front de Bassac" : des bureaux terminés en fonction de la demande

des bureaux, selon la demande. Comme beaucoup d'autres constructions importantes à Phnom Penh, nous attendons pour réaliser les travaux coûteux comme les ascenseurs et la climatisation, d'avoir des clients, parce que l'argent qu'il faut immobili-

(suite page 6)

A PROPOS ...

Caltex 1 200 000 dollars. Un prix jugé déraisonnable par Shell et par Total qui cherchent pourtant de bons emplacements pour leurs stations-service.

Vietnam Tu-Do

Ly Chandara, éditeur du journal en vietnamien Vietnam Tu-Do (Vietnam Libre) hostile au régime de Hanoi, et deux autres Vietnamiens d'origine, accusés

de diriger un mouvement politique contre le gouvernement vietnamien, ont été expulsés du Cambodge le 9 mars. Cette expulsion a été faite en dehors de toute légalité, soulignent des associations de défense des droits de l'Homme. On ne sait pas si les expulsés sont de nationalité cambodgienne ou vietnamienne : il n'y a pas encore de loi de nationalité au Cambodge; et il n'y a pas de traité d'extradition entre les deux pays.

aide française au Cambodge

Selon le protocole d'accord signé à Paris en octobre 1995, la Caisse Française de Développement a paraphé le 11 mars l'accord attribuant une aide de plus de 50 millions de FF au Cambodge. Cette somme sera utilisée à moderniser les réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité à Phnom Penh, à l'aéroport de Pochentong et à huit hôpitaux. La Caisse

Française de Développement a jusqu'ici consacré 120 millions de FF à l'aide au Cambodge.

aide française à l'hôpital Calmette

6.5 millions de FF donnés par la France vont contribuer à poursuivre la modernisation de l'hôpital Calmette et les équipements destinés à former une personne très qualifiée : chirurgiens et cardiologues notamment.

Construction, Bâtiment

liser pour ces équipements coûte cher.

Mais lorsque la décision est prise, il suffit de 4 à 8 mois pour que les bureaux soient livrés.

Dans la partie sud, nous prévoyons plutôt des appartements. Il y aura sans doute aussi un centre commercial au rez de chaussée.

Nous avons investi plusieurs

**distillerie,
usine de lait,
hôtellerie,
construction ...
un groupe en
pleine expansion**

millions de dollars dans ces immeubles, et pour l'instant nous n'en avons aucun "retour".

Heureusement, la société *Apsara* (lait) marche bien. *SKD, la Société Khmère de Distillerie*, après des années de pertes, va mieux. *L'Hôtel Hawaii* marche bien.

Nous avons aussi depuis l'année dernière avec des associés chinois une société d'importation et de vente de fer à béton. Et nous allons peut-être lancer une société d'exportation de manioc.

salaires (à titre indicatif)

ingénieur : 500 dollars/mois;
contremaître : 250 dollars ;
chef de chantier : la fourchette semble s'étager de 100 à 500 - 600;
conducteur d'engin : 150;
chauffeur de camion : 130;
maçon : 150;
électricien : 150,
menuisier : 7 dollar/jour
ouvriers de base : 70 (la main d'oeuvre est souvent sous-traitée, un tarif courant est 2,5 dollars/jour).

Dans la réalité les écarts sont assez importants. On paie selon la compétence. Certaines grands entreprises étrangères paient très bien (Maeda japonaise, etc...). Certaines entreprises paient la boisson sur les chantiers, certaines paient la "cantine". Il y a parfois un 13ème mois (Khaou Chuly). Les accidents en principe sont pris en charge par l'entreprise. Pas d'autre "couverture sociale". Au total la masse salariale ne représente que 15 à 20 % du chiffre d'affaires.

Thierry Lousteau-Khao
directeur de
LBL International

L'année commence très bien pour nous, comme l'avait été la fin de 1995, après une année très moyenne. Pendant les trois premiers mois nous avons signé plus de contrats que pendant toute l'année 1995.

Nous avons des contrats importants et durables : un an de travaux pour l'ambassade des États-Unis, des travaux de 12 à 16 mois pour des particuliers ... Nous avons des chantiers de plusieurs centaines de milliers de dollars. On peut donc voir venir. Pour l'instant nous sommes sereins.

La raison est sans doute que nous avons un bon créneau, avec relativement peu de concurrence : celui de chantiers haut de gamme, avec une très bonne

**contrats de qualité,
importants
et durables :
l'année
commence bien**

finition, des normes élevées concernant la qualité, les assurances, les références financières, la sécurité.

Nous travaillons aussi à Pochentong, à l'étanchéité des bâtiments existants, qui doivent être entièrement repris. Mais nous attendons surtout que l'on en arrive aux nouveaux bâtiments, qui sont plus de notre compétence que les travaux lourds effectués actuellement.

Concernant la "ressource humaine" : nous sommes une entreprise "généraliste", c'est à dire que nous réalisons tous les travaux, maçonnerie, couverture, étanchéité, peinture, carrelage, menuiserie, etc ... sauf l'électricité. Nous ne sous-traitons pas, nous avons nos propres équipes en permanence, depuis 2 ans et demi, et cela aussi est une particularité.

L'avantage est l'homogénéité et la qualité des travaux; l'in-

convénient est que nous devons payer nos 150 salariés permanents même s'il y a peu de travaux.

Comme tous les autres constructeurs nous avons du mal à trouver l'encadrement. Nous avons 8 expatriés, soit Français, soit Cambodgiens ayant une expérience française et revenus au Cambodge.

Nous recrutons des Cambodgiens qui ont reçu une formation à l'École des Travaux Publics et du Bâtiment, à travers les stages qu'ils font chez nous chaque année pendant 1 mois et demi.

Venant de l'Institut de Technologie du Cambodge (ITC), nous en avons deux, formés au Génie civil. Pas encore de diplômés des nouvelles promotions : il faut attendre un an ou deux.

Les salaires ? C'est selon la compétence. Un chef de chantier peut avoir 100 dollars par mois, ou moins. Un menuisier peut gagner jusqu'à 7 dollars par jour. L'ouvrier de base touche 6000 riels par jour (2,5 dollars), parfois 5000.

Chez nous on paye plutôt plus, parce que nous recherchons la qualité. Mais en fait, c'est l'encadrement qui fait la différence : chefs d'équipe, chefs de chantier, superviseurs, contrôleurs de travaux ... cependant la situation générale du Cambodge ne me semble pas excellente, nous dit Thierry Lousteau-Khao. Il y a au total peu de projets, et beaucoup de concurrence, mais pas de bonne concurrence. On a du mal à passer à cause des prix.

Il faut rappeler qu'au Cambodge presque n'importe qui peut se prétendre entre-preneur en bâtiment. Il existe bien un contrôle au ministère des Travaux Publics, l'entreprise

doit présenter quelques ingénieurs. Mais on peut trouver des prête-noms. Il y a aussi un petit contrôle à la Chambre de Commerce, mais là aussi ce n'est pas un obstacle.

Résultat : il existe 1200 entreprises du bâtiment enregistrées au Cambodge. Une majorité pratiquent la sous-traitance, et il peut se produire des cascades de sous-traitances. En fait, peu d'entreprises ont les structures qui leur permettent d'agir au lieu de sous-traiter : une dizaine environ. Avec les grands groupes étrangers comme Dumez, Muhibbah, ... cela fait une quinzaine.

Certaines entreprises cambodgiennes doivent renoncer à des chantiers pour les pouvoirs publics à cause des délais de

**ce qui fait
la différence,
c'est la qualité
de l'encadrement**

paiement : il arrive que l'entreprise doive financer tous les frais, et ne soit payée qu'après leur fin. Il arrive aussi qu'on doive arrêter les travaux.

Il faut dire aussi que pour obtenir un permis de construire, il faut 35 signatures au sein du seul ministère des Finances. Chaque signataire a pouvoir de blocage. Et ce ministère n'est pas la seule étape.

On comprend bien que la division du pouvoir a du bon, elle évite qu'un seul, ou un très petit groupe, ait tous les pouvoirs et en abuse. Mais là, c'est trop. Les backchiches ? Ce n'est pas le pire, je dirais que c'est raisonnable. Il faut y être initié, connaître les circuits. C'est comme un code.

VOTRE PUB
dans
Cambodge
Nouveau ?
Une bonne idée !

CAMBODGE
NOUVEAU
ne copie personne.
Ne le copiez pas.
Si vous le citez,
indiquez la source.

terrains, propriété, spéculation

Le Cadastre National dépend du Cabinet de la Présidence du Conseil.

En règle générale il n'existe pas de titres de propriété au Cambodge: c'est le cas pour 85 à 90 % des terrains. Cela ne signifie pas que les terrains n'appartiennent à personne: cette propriété est reconnue par les chefs de commune, avec des contrats et des reçus.

Mais il n'y a pas de droit de propriété définitive. Seule est reconnue la possession, qui est un état de fait, et non un état de droit.

La possession définitive n'existe qu'à Phnom Penh, et ne concerne que des maisons, pas des terrains.

Les problèmes que rencontre le cadastre national sont de trois sortes, explique le Directeur M. Lim Voan:

1) *les empiètements, les délimitations, le bornage* provoquent souvent des litiges, surtout dans les zones où les terrains sont chers.

2) *les squatters*. Il sont nombreux, et jusqu'en plein Phnom Penh.

A l'origine: - le manque de lois sur les réserves foncières de l'Etat, - le manque de décisions du pouvoir, - et le manquement

comme hier!

Les problèmes fonciers au Cambodge avaient été déterminés par les Français dès 1884, 1902 et 1908, qui toutes échouèrent, rappelle M. Lim Voan. Les travaux du colonel Torrens sur "La conservation foncière et le cadastre" remontent à 1860 environ. En 1915: "Le régime de la propriété foncière en Indochine" de A. Boudillon. Sous-titre: "ce qui a été fait, ce qu'il faudrait faire". A. Boudillon se plaignait déjà que les décisions ne soient pas suivies d'effets...

En 1933 "L'immatriculation foncière de la propriété individuelle au Cambodge" thèse de doctorat de René Morizon.

En 1937 "Le problème foncier au Cambodge" thèse de doctorat de René Kleinpeter...

mesures d'application des lois

En réalité, le gouvernement tente de se décharger de la question sur les organisations caritatives et humanitaires. L'idée est d'aider les squatters à s'auto-financer, et de leur donner une formation.

Une des solutions que l'on avait trouvées jadis, c'était d'interdire certains petits métiers aux étrangers, métiers qui sont maintenant envahis par eux: réparateurs de chambre à air, coiffeurs, grimpeurs aux palmiers à sucre, ... L'Etat ne percevait pas d'impôt. De même: coudre des vêtements, dockers/porte-faix dans les ports, main d'oeuvre dans la construction: tout ça a été interdit aux étrangers jusqu'en 1975. Les squatters d'aujourd'hui pourraient trouver là des emplois.

3) *la spéculation*: il y en a beaucoup!

Elle provient pour une part du manque de banques paysannes qui feraient du crédit aux paysans. Ils ont besoin d'acheter par exemple des moto-pompes, et comme ils n'ont pas de moyens financiers, ils vendent des terrains.

Un autre moyen de freiner la spéculation, ce serait d'avoir un meilleur système de distribution de l'eau. Au Vietnam, le système de canaux contre la sécheresse et les inondations est bien plus développé.

La spéculation est causée aussi par la loi sur les investissements, qui n'est pas encore profondément appliquée.

Au long des routes nationales importantes, où les terrains n'étaient pas chers, la spéculation a fait beaucoup monter les prix.

Pour lutter contre la spéculation, la loi de Finances prévoit des impôts frappant les terrains non-utilisés, à des taux proportionnels au temps de non-utilisation.

L'idée est bonne, mais l'application est difficile. Comment définir l'"utili-

sation" d'un terrain?

Exemples: quelle est la date de départ à considérer, si le terrain en question a été loué à des "utilisateurs"? Cela donne lieu à des discussions infinies.

Et puis les spéculateurs trouvent des utilisations ingénieuses: un terrain que son propriétaire creuse, pour en vendre la terre, est-il "utilisé" ou non?

Un autre qui a un grand terrain, après une préparation sommaire, y sème du riz à la volée, ce qui ne demande guère de travail: ce terrain est-il "utilisé" ou non?

Il y a beaucoup de spéculation en particulier le long des grands axes.

Pour la limiter, on pourrait, propose M. Lim Voan, exiger des propriétaires de terrains de plus de 5 hectares un cahier des charges, avec supervision et contrôle. Les surfaces non-utilisées comme convenu dans les délais convenus reviendraient au domaine de l'Etat. A ces conditions les investisseurs feraient quelque chose.

revoir la taxe foncière

Avant 1975, on distinguait 10 types de terrain, classés de 1 à 10. Les meilleurs: berges et terres très fertiles formaient les catégories 1 à 4. La catégorie 1 était taxée 240 riels/an, soit environ 10 dollars d'aujourd'hui, les rizières allaient de 5 à 8. Les terrains classés 5 payaient 40 riels, les terres nouvellement défrichées étaient 9. Les terrains non utilisés, classés 10: 2,4 riels seulement.

Aujourd'hui n'existe que la catégorie 10, ce qui fait perdre à l'Etat quelque 10 millions de dollars par an. Et cela dure depuis 15 ans.

Pourquoi n'y a-t-il pas de réforme? Parce que là encore imposer les catégories de terrain qui ne paient presque rien serait très impopulaire en période d'élections. Aussi parce que les paysans sont très pauvres. Et, troisième explication, la politique officielle est que le peuple doit s'enrichir avant l'Etat.

Ce que l'on pourrait taxer cependant, estime M. Lim Voan, ce sont les produits agricoles importés: matériel, engrais, pesticides, insecticides... pour aider le développement rural: amener l'eau potable, réhabiliter les routes, distribuer l'électricité... Ils ont tout cela en Thaïlande! Il faudrait expliquer cela aux paysans. Et on pourrait peut-être taxer les terres: 12 500 riels, environ 1000 riels par mois, 5 dollars par hectare et par an, ce serait sans doute supportable.

Les prix des terrains

Personne ne fait de statistiques, parce que les données de base ne sont pas exactes. Au moment des transactions, vendeurs et acheteurs sous-estiment beaucoup le montant payé pour diminuer les frais d'enregistrement (4 %). Les différences peuvent aller de 1 à 20... Il y a un prix de base par zone, fixé par prakas, mais beaucoup trop bas, fixé à un moment où les prix étaient beaucoup plus bas!

Nous demandons à la présidence du Conseil, dit M. Lim Voan, que la perception des droits d'enregistrement soit faite au bureau foncier du District, beaucoup plus compétent que les officiers d'enregistrement, comme c'était le cas avant 1975, et enregistrée ensuite au niveau de la province.

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
décideurs
votre
meilleur
investissement!

Cambodge Nouveau
bi-mensuel
Directeur de la publication: Chea Savuth
Redacteur en chef: Alain Gascuel
Enquêtes: Horn Phally
Mise en page: Pen Mary
Impression: CIC
Centre Informatique du Cambodge
CAMBODGE NOUVEAU
58 rue 302 - Phnom Penh
tel (015) 91 19 67
est vendu exclusivement sur abonnement
Exemplaire gratuit et tarif des abonnements sur demande

S. E. SON SOUBERT

(suite de la page 2)

réconciliation nationale.

Je rends hommage d'ailleurs à Samdech Chea Sim, qui a toujours maintenu cette réconciliation, il y a toujours ces quatre partis politiques. Au niveau des dirigeants il a maintenu les 3 par-

**comme
représentants
du peuple,
nous écoutons
ce que dit le peuple**

tis, sans essayer de nous éliminer ou de nous affaiblir.

Samdech Chea Sim est plus sage. On a l'impression qu'on nous pousse dans l'opposition. Or depuis la constitution de l'Assemblée Nationale, nous avons toujours été très loyaux. Mais ça n'empêche pas que quand les choses ne vont pas nous puissions nous exprimer selon nos points de vue. Pourquoi nos dirigeants ne peuvent pas accepter ça ?

Comme représentants du peuple, nous écoutons ce que dit le peuple. Pourquoi ne pas exprimer l'opinion du peuple ?

Il m'arrive de m'exprimer quand j'estime que quelque chose ne va pas, par exemple, sur le rôle de la Banque Nationale, qui n'a pas la vocation de faire du commerce, de faire des transactions avec des banques, etc ... Elle peut créer des filiales indépendantes.

Le gouvernement ne nous empêche pas officiellement de nous exprimer, mais on nous fait sentir, on nous écarte, nous pousse vers l'opposition.

élections :

hypothèses d'alliances

La scission qui s'est produite au sein du PLDB ne nous a pas affaiblis. Tous les rapports qui nous viennent de province nous le confirment. Nous sommes fidèles à nos engagements.

Pour les élections c'est différent, on peut avoir des alliances, du moment que nous présentons nos idées, nos aspirations.

Nous parlons avec tout le monde

**il n'y a pas tellement
de divergences
entre Sam Rainsy,
la plupart des
membres du
Funcinpec, et nous.**

dans le cadre de la réconciliation nationale. Avec les gens du PPC, certains d'entre eux sont aussi démocrates que moi. Avec M. Sam Rainsy d'autant mieux qu'il est un "super-démocrate". Il n'y a pas tellement de divergences entre nous et je pense qu'il n'y a pas de divergences entre lui et la plupart des membres du Funcinpec, sauf dans la question politique que le Funcinpec veut encore la collaboration avec le PPC à tout prix, c'est là ce qui différencie M. Sam

Rainsy et le chef du Funcinpec.

Vous me demandez si l'on pourrait alors imaginer dans une étape ultérieure un PPC solidement installé au pouvoir et un Funcinpec "Sam Rainsysé" dans l'opposition ? Mais en politique on ne peut rien dire, on peut imaginer que le PPC fasse alliance avec Sam Rainsy ... on ne sait jamais !

quelle loi électorale ?

On ne connaît pas encore le système électoral. Si c'est le système proportionnel, on ne peut pas avoir la majorité absolue. On peut imaginer alors que pour avoir la majorité absolue le PPC s'allie à M. Sam Rainsy au cas où il aurait des sièges.

Nous préférons quant à nous le système proportionnel. Le mieux serait comme en Allemagne un système mixte, proportionnel et uninominal. Mais notre peuple n'est pas encore habitué, il y aurait des confusions. Il vaut mieux avoir un seul système. Mais un

**système électoral :
nous préférons le
système
proportionnel**

système uninominal m'irait aussi.

Grâce à nos amis allemands nous avons eu un séminaire de deux jours, avec tous nos représentants des provinces sur cette question. Tous ont préféré le système proportionnel.

Marchés asiatiques

Singapour, avec plus de 90 % de ses 3 millions d'habitants propriétaires de leur habitation, avec un revenu moyen par famille dépassant 2000 dollars : c'est le modèle, l'archétype vers lequel tendent les autres pays du sud-est asiatique.

D'ailleurs *Hong Kong* n'est pas loin derrière, avec un revenu mensuel moyen de peu inférieur. Mais il y a beaucoup plus de différences entre les riches -très riches- et les pauvres, parfois très pauvres, parmi les 6 millions de Hong Kongais.

En *Corée du Sud*, le revenu moyen atteindrait 10 000 dollars par an, malgré d'importants problèmes d'endettement pour une grande partie de la population.

En *Malaisie*, environ 60 % des 18 millions d'habitants auraient un revenu annuel de 800 à 1000 dollars par an, et la pauvreté ne toucherait que 3 % de la population.

En *Indonésie*, pas de statistiques très fiables, mais la "classe moyenne", c'est à dire disposant de moyens pour acheter télévision et même voiture, serait 18 % de la population urbaine. Même schéma aux Philippines, où il a été vendu 71 000 voitures en 1995.

Et naturellement c'est en *Thaïlande* que la "classe moyenne" s'accroît le plus vite. Avec la *Chine* et l'*Inde*, l'Asie, d'ici quelques années, comptera plusieurs centaines de millions de consommateurs actifs.

Quelle cible pour les producteurs du monde entier !

RESTAURANT LE FRANCAIS

repas d'affaires
spécialité de poissons, chevreuil

FORMULE LE ROUTARD

buffet à volonté : crudités, charcuterie,
viandes froides et ... 2 plats du jour au choix

5 \$

24 bd Monivong - Phnom Penh - tel/fax 428 439



de 7 heures du matin à 11 heures du matin

tel (015)917 484

LUC VOUS ACCUEILLE
AU CACTUS

SPÉCIALITÉ DE
POISSONS DE MER
salade tahitienne
soupe de poissons

couscous royal
le mardi soir

LE CACTUS

94, BOULEVARD PREAH SIHANOUK - PHNOM-PENH

Les travaux se poursuivent activement à l'aéroport de Pochentong en cette mi-mars. Comme des informations inexactes ont pu circuler à ce sujet, il est utile de faire le point.

D'abord le drainage

On réalise actuellement le drainage. Objectif : mettre la piste hors d'eau, parce que la surface étant construite sur de la glaise, à la saison des pluies cette glaise perd sa solidité, et la piste pourrait "bouger", c'est à dire qu'elle ne resterait pas plane. On va donc conduire les eaux de ruissellement jusqu'à 11 lacs qui sont re creusés pour cela. Et on va mettre l'aéroport à l'abri des crues du Mékong en construisant une diguette tout autour de l'aéroport. Ces travaux seront terminés avant la saison des pluies.

Dans quelques semaines, on commencera à agrandir le terminal, qui est déjà saturé. Il ne pourrait pas traiter 400 personnes d'un coup. On va lui ajouter 1000 m², en avançant la façade du côté des parkings-avions, parce qu'il n'est pas possible d'allonger ses ailes. Les plans sont faits. Reste à organiser l'intérieur, en collaboration avec les services des Douanes, de la Police etc. Résultat de ces travaux : dès octobre 1996, l'aérogare de Pochentong pourra recevoir des Airbus A 300 et des B 767, tant en ce qui concerne la piste que l'accueil des passagers.

La Société Concessionnaire de l'Aéroport, SCA, dirigée par M. Renzo Sacchi, est une filiale de GEM-Entreposé pour 70 % et pour 30 % de Mulhubbah Masteron Cambodge, elle-même filiale de Mulhubbah et de Masteron, sociétés malaisiennes, et de quelques investisseurs privés cambodgiens. SCA a passé en 1995 avec le Gouvernement Royal du Cambodge un contrat de concession qui prévoit notamment la construction d'une nouvelle aérogare et d'une nouvelle piste, selon une formule "BOT" (build-operate-transfer) s'étendant sur 20 ans.

POCHENTONG

interview

M. Renzo Sacchi, directeur de la Société Concessionnaire de l'Aéroport

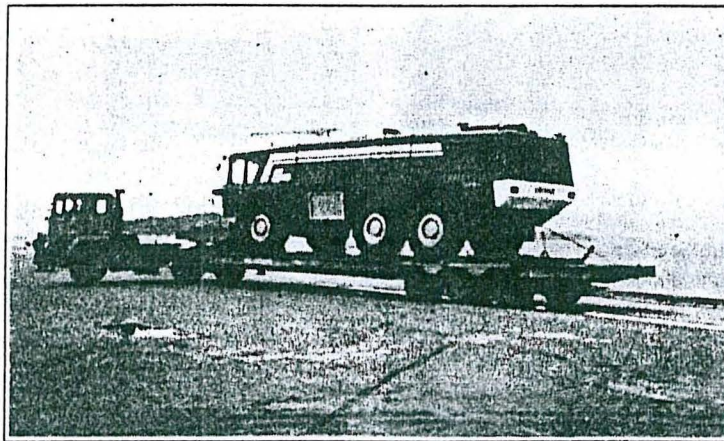
On entreprendra dès novembre 1996 la construction d'une nouvelle aérogare, dont les travaux dureront environ 2 ans, jusqu'à la fin 1998.

suivre la demande

Ainsi Pochentong, par étapes successives, pourra faire face au flux croissant des visiteurs. Cette même piste, avec d'autres travaux, pourrait même recevoir

Le montage financier était le suivant :

- 22 millions de dollars en capital : c'est la mise de fonds des sociétés contractantes. C'est sur cette mise de fonds que les travaux en cours sont financés. Commencés en octobre 1995, ils ont déjà entraîné 15 millions de dépenses, un rythme beaucoup plus rapide que prévu.
- 20 millions de dollars d'équipements sont espérés de la



des avions gros porteurs comme le 747: elle est un peu étroite, 35 mètres de large au lieu de 45, et sa longueur, 3000 mètres, ne permettrait pas le décollage de ces gros porteurs à pleine charge (l'atterrissage oui, les avions à l'arrivée, à vide de kérosène, étant nettement plus légers). Mais elle permettrait de faire décoller des B747 qui pourraient atteindre Dubaï ou Tokyo. Concernant la nouvelle piste (3600m), destinée à recevoir des avions gros porteurs, B747, A340, sa construction devrait commencer dans environ 2 ans. Mais on voit que cet échelonnement dans le temps permet de suivre la demande.

le montage financier

Si les travaux eux-mêmes ne posent pas de problèmes, le côté financier est plus compliqué.

Le montant de l'investissement prévu est de 120 millions de \$.

France, en trois ans, sous forme de dons, par le canal de la Caisse Française de Développement. C'est ainsi que doit arriver le mois prochain un camion-pompier moderne et puissant, puis une ambulance etc ...

- on espère que le gouvernement cambodgien obtiendra de la Banque Asiatique de Développement, ou de tout autre bailleur de fonds, un "soft loan" de 30 millions de dollars pour financer la nouvelle piste de 3 600 mètres.
- 30 à 35 millions de dollars seront empruntés à taux normaux sur le marché des capitaux.
- enfin sur les 3 ans de travaux il devrait y avoir 25 millions d'auto-financement.

"C'est ce dernier point qui pose un problème, nous dit M. Renzo Sacchi. Le système qui consiste à "améliorer l'existant" et à augmenter en même temps la capacité est classique.

Je l'ai moi-même expérimenté avec la Lyonnaise des Eaux en Malaisie, dans le domaine de l'eau. C'est aussi le système adopté pour la construction du nouveau pont sur la Severn en Angleterre. Il permet d'obtenir des revenus dès le départ, et de diminuer d'autant les emprunts bancaires.

la question des taxes

Pour augmenter ces rentrées financières, nous avons dès le 15 novembre augmenté le tarif des taxes d'aéroport, passées de 10 à 20 dollars pour les vols internationaux, et de 4 à 10 dollars pour les vols domestiques à destination de Siem Reap.

Ces mesures étaient prévues dans les annexes du contrat, mais il est vrai que nous avons pêché par manque de communications. Nous n'avons informé personne, ni le public, ni les tour operators. Il y a eu de vives protestations.

Le 1er décembre, nous avons donc annulé ces nouveaux tarifs et nous avons travaillé à améliorer notre communication. C'est maintenant chose faite.

Comme il faut bien que les revenus augmentent cependant, nous avons appliqué à partir du 1er février de nouveaux tarifs, en hausse sur les précédents, mais moins fortement :

- la taxe d'aéroport passe de 10 à 15 dollars pour les vols internationaux;

- elle passe de 4 à 5 dollars pour les vols à destination de Siem Reap.

Il faudrait appliquer cette hausse aussi aux autres vols domestiques, mais on essaie de retarder la mesure, parce que les usagers sont en majorité des Cambodgiens ayant peu de ressources, et peu d'autres moyens de voyager, alors que pour Siem Reap ce sont en grande majorité des touristes.

- et les droits d'atterrissage augmentent de 50 %.

Cette taxe d'atterrissage est proportionnelle au poids de l'avion. Un 737 par exemple paie environ 200 dollars. Avec l'augmentation de 50 % : environ 300 dollars.

Cette mesure est critiquée par

(suite page 10)

POCHENTONG

certaines compagnies aériennes. On nous a reproché d'augmenter la taxe avant même d'avoir commencé les travaux. Mais il faut dire que nous-mêmes, avant d'avoir commencé, nous avons dû rembourser au gouvernement cambodgien les 7 millions de dollars de travaux qu'il avait réalisés précédemment.

"Le 14 octobre, le Gouvernement Royal SCA ont signé l'acte de transfert de l'aéroport, et en même temps j'ai remis un chèque de 3 millions de dollars, suivi de chèques d'1 million en novembre, décembre, janvier et février".

1,50 dollar par passager

Il est vrai que la taxe d'atterrissage est moins élevée dans beaucoup d'autres aéroports. Mais il faut comprendre que les conditions à Pochentong sont différentes : nous produisons l'électricité nous-mêmes avec du fuel importé et taxé; nous amenons l'eau nous mêmes; toutes les pièces de rechange sont importées...

Cette taxe est très faible d'autre part si on considère qu'elle vaut aussi pour le décollage de l'avion (on ne paie qu'une fois), et que

son montant est partagé entre 200 passagers. Cela ne fait qu'1,50 dollar par passager dans chaque sens. Le coût du kérosène, du personnel, l'amortissement de l'avion sont autrement lourds.

en voie d'apaisement

Les compagnies doivent aussi comprendre que les coûts, pour Pochentong, doivent être partagés par un nombre réduit de passagers et de vols. Nous avons 10 vols internationaux par jour en moyenne, 5 à 6000 passagers internationaux arrivent par semaine.

Avec des coûts supérieurs à ce qu'ils sont ailleurs, et un nombre plus restreint de clients, la "charge" par client est nécessairement plus élevée. En réalité la taxe d'atterrissage devrait être augmentée de 100 % et non de 50 %.

Certaines compagnies aériennes ont refusé de payer, et trois n'ont rien payé depuis octobre dernier, espérant ainsi nous faire renoncer à l'augmentation de 50

%. Nous avons eu une réunion récemment, et je leur ai dit : "attention, il est facile d'empêcher un avion de décoller. Il ya des précédents. Sans aller jusque là, il est facile de le retarder de quelques heures". Ces propos devraient suffire. En tous cas, nous ne reviendrons pas sur la hausse.

la vérité sur les finances

Pour expliquer jusqu'au bout les finances de la SCA, il faut dire que les "ressources propres" indiquées plus haut ont été bien moindres que prévu.

Avec l'augmentation du chiffre d'affaires attendue, nous comptons dès la première année sur un revenu d'environ 11 millions de dollars. Il nous aurait permis de dégager les 25 millions de dollars d'auto-financement prévus dans des délais acceptables.

Mais ces revenus, en tenant compte des augmentations du 1er février, n'atteindront qu'environ 7 millions de dollars.

En février, nous avons eu :

- . un peu plus de 400 000 dollars de taxes d'aéroport;
- . un peu plus de 100 000 dollars de taxes d'atterrissage;
- . 40 000 dollars de loyers : magasins, parkings, restaurants.

Il faut ajouter que ces entrées financières ne vont en aucune façon aux actionnaires malaisiens et français : ce n'est que vers la 8ème ou la 9ème année, lorsqu'une forte partie des dettes aura été remboursée, que les actionnaires pourront toucher des dividendes.

Telles sont les raisons qui ont conduit à choisir un calendrier de réalisations plus échelonné, qui permettra tout de même de répondre à l'augmentation de la demande.

"Je suis convaincu, conclut M. Renzo Sacchi, que les tours operators, lorsqu'ils connaîtront les nouvelles capacités d'accueil de Pochentong enverront un nombre rapidement accru de touristes. Pochentong sera la très belle porte d'entrée au Cambodge".

Nous nous préparons à accueillir plus de 1.7 millions de passagers

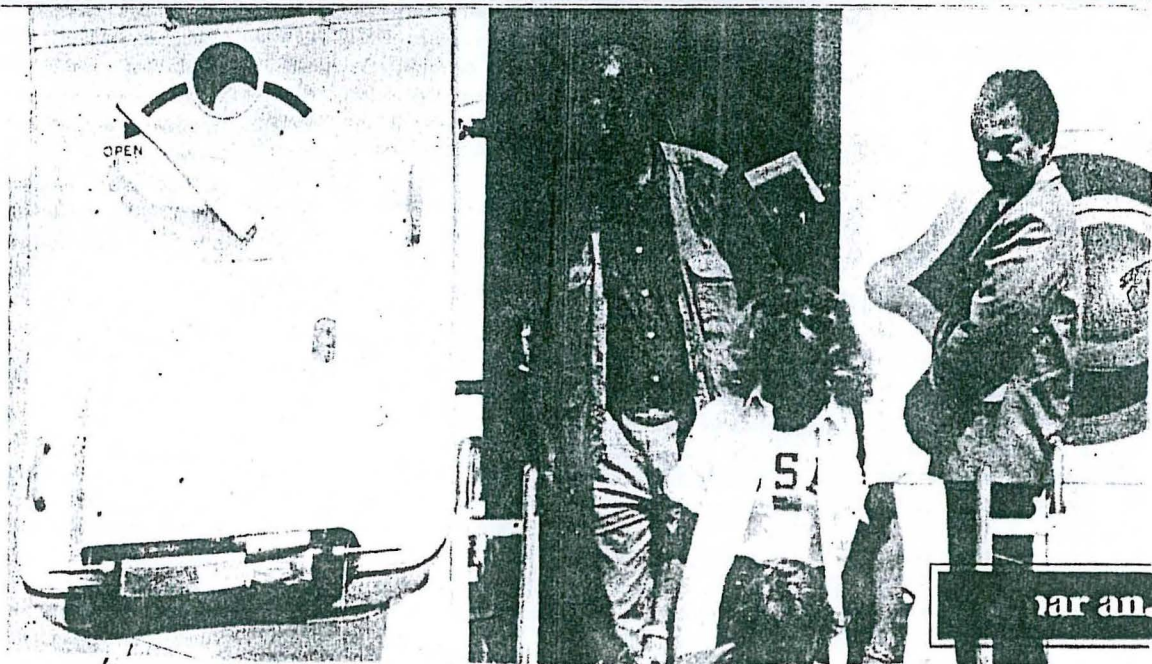


Photo: Serge Corlieras

par an.

**Aéroport International de Pochentong
SCA - SOCIETE CONCESSIONNAIRE DE L'AEROPORT**